

*Nous sommes là pour vous aider*



SÉCURITÉ  
SOCIALE  
INDÉPENDANTS

# Demande d'évaluation de rachat de trimestres pour la retraite au titre des années civiles d'activité validées pour moins de 4 trimestres

Cette notice a été réalisée  
pour vous aider à compléter  
votre demande.

► **Pour nous contacter :**

vous désirez des informations complémentaires ;

vous souhaitez nous rencontrer :

► appelez-nous au numéro unique 3960,

► connectez-vous sur le site [www.lassuranceretraite.fr](http://www.lassuranceretraite.fr).

**3960**

Service 0,06 € / min  
+ prix appel

De l'étranger, composez le 09 71 10 39 60

Créez votre espace personnel sur [www.lassuranceretraite.fr](http://www.lassuranceretraite.fr) et profitez de services personnalisés pour préparer et gérer votre retraite. C'est simple, pratique et sécurisé.

## ► 1 – Informations générales

**Vous avez la possibilité d'effectuer un versement** pour la retraite au titre des années civiles incomplètes, c'est-à-dire au cours desquelles votre activité professionnelle a permis de valider moins de 4 trimestres. Ce versement vous permet d'augmenter votre durée d'assurance et ainsi d'améliorer votre retraite du régime général. La demande d'évaluation vous permettra de connaître le montant du versement que vous pourriez effectuer. Elle ne vous engage à rien dans l'immédiat.

**Les conditions générales à remplir pour effectuer ce versement sont :**

- être âgé(e) d'au moins 20 ans et de moins de 67 ans ;
- ne pas être retraité(e) du régime général.

**D'autres types de versement\* pour la retraite sont prévus pour racheter des trimestres :**

- au titre de certaines périodes d'apprentissage (contrats conclus entre le 1<sup>er</sup> juillet 1972 et le 31 décembre 2013) et de certaines périodes d'activité en tant qu'assistant(e) maternel(le) (entre 1975 et 1990) ;
- au titre des années d'études supérieures.

Au total, vous pouvez racheter au maximum 12 trimestres pour la retraite du régime général, tous types de versement confondus.

**De plus, il existe un dispositif de validation des stages en entreprises effectués dans le cadre d'études supérieures.**

\* Les formulaires de demande d'évaluation de versement à ces titres sont disponibles sur [www.lassurance retraite.fr](http://www.lassurance retraite.fr)

## ► 2 – Versement au titre de vos années civiles d'activité professionnelle incomplètes

Ce versement pour la retraite peut intervenir dès lors que vous étiez affilié(e) à l'assurance vieillesse du régime général durant les années faisant l'objet de votre demande et que votre relevé de carrière porte trace, pour ces mêmes années, d'un report de salaire ou de la validation d'au moins un trimestre d'assurance.

## ► 3 – Options pour le versement pour la retraite (cf. barème des versements figurant en page III)

Deux options ayant un impact sur un ou deux paramètres de calcul de la retraite vous sont proposées :

- **l'option 1 augmente le taux.** Dans ce cas, le versement permet de réduire l'effet de la **décote** (coefficient de minoration) lorsque vous n'avez pas la durée requise pour obtenir le taux maximum (50 %) ;
- **l'option 2 augmente le taux et majore la durée d'assurance.** Dans ce cas, le versement contribue non seulement à l'atténuation de l'effet de la **décote** mais il est également retenu pour la détermination de la durée d'assurance au régime général.

**Important :** l'option exprimée lors de la confirmation de la demande de versement pour la retraite est irrévocable.

## ► 4 – Versement pour la retraite et départ en retraite anticipée

**Important :** les trimestres validés à la suite d'un rachat ne sont pas pris en compte pour l'examen des conditions d'ouverture du droit à une retraite anticipée.

## ► 5 – Modalités de paiement de votre versement pour la retraite

Vous avez la possibilité d'effectuer votre versement par :

- un paiement comptant ;
- ou un paiement échelonné en mensualités sur 1, 3 ou 5 ans selon le nombre de trimestres que vous souhaitez valider.

Ces possibilités vous seront présentées dans la réponse de votre caisse d'assurance retraite à la présente demande d'évaluation.

## ► 6 – Barème des versements

Nous vous communiquons ci-dessous, à titre indicatif, le barème des versements pour l'année en vigueur afin de vous aider dans votre démarche.

Ce barème varie en fonction de l'âge avec un coût minimum et un coût maximum qui sont déterminés à partir de vos revenus d'activité et de l'option choisie.

Versement pour 1 trimestre, en euros, avec prise en compte pour la retraite				
Âge	Option 1*		Option 2*	
	Coût minimum	Coût maximum	Coût minimum	Coût maximum
20	1 055	1 407	1 564	2 085
21	1 076	1 434	1 594	2 126
22	1 097	1 462	1 625	2 167
23	1 118	1 491	1 657	2 209
24	1 168	1 557	1 731	2 308
25	1 219	1 625	1 806	2 408
26	1 271	1 694	1 883	2 511
27	1 324	1 765	1 961	2 615
28	1 377	1 836	2 041	2 721
29	1 432	1 909	2 122	2 829
30	1 487	1 983	2 204	2 938
31	1 543	2 057	2 286	3 048
32	1 599	2 132	2 370	3 160
33	1 656	2 208	2 454	3 272
34	1 713	2 284	2 539	3 385
35	1 771	2 361	2 624	3 499
36	1 828	2 438	2 709	3 613
37	1 886	2 515	2 795	3 727
38	1 945	2 593	2 882	3 843
39	2 005	2 673	2 971	3 961
40	2 065	2 753	3 060	4 080
41	2 126	2 834	3 150	4 201
42	2 187	2 915	3 240	4 320
43	2 247	2 995	3 329	4 439

Versement pour 1 trimestre, en euros, avec prise en compte pour la retraite				
Âge	Option 1*		Option 2*	
	Coût minimum	Coût maximum	Coût minimum	Coût maximum
44	2 306	3 075	3 418	4 557
45	2 366	3 154	3 506	4 674
46	2 426	3 235	3 596	4 794
47	2 488	3 317	3 687	4 915
48	2 549	3 398	3 777	5 036
49	2 610	3 479	3 867	5 156
50	2 672	3 563	3 960	5 279
51	2 734	3 646	4 052	5 402
52	2 796	3 728	4 143	5 525
53	2 857	3 810	4 234	5 646
54	2 919	3 891	4 325	5 767
55	2 980	3 973	4 416	5 888
56	3 041	4 055	4 507	6 009
57	3 103	4 138	4 599	6 132
58	3 162	4 216	4 686	6 248
59	3 220	4 294	4 772	6 363
60	3 275	4 367	4 854	6 472
61	3 329	4 439	4 933	6 578
62	3 383	4 510	5 013	6 684
63	3 298	4 397	4 888	6 517
64	3 214	4 285	4 762	6 350
65	3 129	4 172	4 637	6 183
66	3 044	4 059	4 512	6 015

\* Voir page II, rubrique *Options pour le versement pour la retraite*

## ► 7 – Majoration du versement

Le coût total d'un versement pour la retraite pour tout(e) assuré(e) né(e) avant le 01/01/1955 est majoré.  
 Les coefficients suivants sont alors appliqués :

Assuré(e)s né(e)s	Coefficient de majoration
avant le 01/07/1951	1,06
entre le 01/07/1951 et le 31/12/1951	1,05
en 1952	1,04
en 1953	1,03
en 1954	1,01

**Exemple** : si vous êtes né(e) en 1952, vous devrez calculer de la manière suivante :  
**coût estimé de votre versement pour la retraite x 1,04 = coût total de votre versement pour la retraite.**

## ► 8 – Justificatifs à joindre

Vous devez fournir une photocopie lisible de :	
Quelle que soit votre nationalité	► toute pièce justifiant de votre identité : carte d'identité ou passeport ou titre de séjour ou toute autre pièce justificative d'état civil.
Si vous avez déclaré avoir eu ou élevé des enfants	► votre livret de famille tenu à jour ou un extrait d'acte de naissance de chaque enfant.
Si vous élevez ou si vous avez élevé un ou plusieurs enfants handicapés	► complétez la rubrique page 1 de la demande. Pour les justificatifs à fournir, nous vous contacterons.
Pour les enfants recueillis	► la décision de justice vous confiant l'enfant.

## ► 9 – Où déposer votre demande ?

Vous devez transmettre votre demande à :	
Vous dépendez de la caisse de retraite <b>Cnav Île-de-France, Carsat Centre Val de Loire                  ou Carsat Bourgogne-Franche-Comté,                  Caisse générale de sécurité sociale (CGSS),                  Caisse de sécurité sociale (CSS) de Mayotte                  ou de l'étranger</b>	► Cnav Île-de-France Agence VPLR – rachats Île-de-France Immeuble Estréo 1-3 rue d'Aurion 93117 Rosny-sous-Bois
Vous dépendez d'une autre caisse de retraite <b>(Carsat)</b>	► Carsat Normandie Service GDS 5 avenue du Grand Cours – CS 36028 76028 Rouen cedex 1



**► Vos ressources perçues en France et/ou dans un autre pays**

Si vous avez perçu, sur les 4 années civiles précédant votre demande, des salaires et/ou des revenus professionnels non salariaux, vous devez nous indiquer leurs montants bruts.

Précisez les années concernées	_____	_____	_____	_____
Salaires ou gains assimilés :	..... €	..... €	..... €	..... €
Revenus professionnels non salariaux :	..... €	..... €	..... €	..... €

**► Les années que vous souhaitez compléter par un rachat de trimestres**

► Étiez-vous affilié(e) au régime général de sécurité sociale pour les années que vous souhaitez compléter ?

Oui  Non

► Précisez ci-dessous les années civiles que vous souhaitez compléter :

Année _____	Année _____	Année _____	Année _____
Année _____	Année _____	Année _____	Année _____
Année _____	Année _____	Année _____	Année _____

**J'atteste sur l'honneur l'exactitude des renseignements portés sur cette demande.**

**Je m'engage :**

- à faciliter toute enquête pour les vérifier ;
- à vous faire connaître toute modification de ma situation.

Je reconnais être informé(e) qu'une vérification de l'exactitude de mes déclarations et de l'authenticité des documents produits à l'appui de ma demande, peut être effectuée dans le cadre de l'exercice du droit de communication prévu par les articles L. 114-19 à L. 114-21 du code de la sécurité sociale.

Fait à : ..... Le \_\_\_\_\_

**Votre signature :**

Conformément au règlement européen n° 2016/679/UE du 27 avril 2016 et à la loi « informatique et libertés » du 6 janvier 1978 modifiée, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification de vos données personnelles.

Vous pouvez exercer ces droits auprès du délégué à la protection des données de votre caisse.

Si vous estimez, après avoir contacté le délégué à la protection des données, que vos droits « informatique et libertés » ne sont pas respectés, vous pouvez adresser une réclamation en ligne à la Cnil ou par voie postale.

La loi rend passible d'amende et/ou d'emprisonnement quiconque se rend coupable de fraudes ou de fausses déclarations en vue d'obtenir ou de tenter d'obtenir des avantages indus (art. 313-1 à 313-3, 433-19, 441-1 à 441-9 du code pénal).

En outre, l'inexactitude, le caractère incomplet des déclarations ou l'absence de déclaration d'un changement de situation ayant abouti au versement ou non de prestations indues, peut faire l'objet d'une pénalité financière en application de l'article L. 114-17 du code de la sécurité sociale.

**► Pour que votre dossier soit complet, vous devez obligatoirement joindre les pièces justificatives indiquées en page IV de la notice jointe.**